



Syriza, le pillage et l'effondrement: Quand la « gauche dure » épouse les politiques de la droite dure

Par [Prof. James Petras](#)

Mondialisation.ca, 24 juin 2015

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

La Grèce a fait les manchettes de la presse financière internationale durant les cinq derniers mois, alors qu'un parti de gauche nouvellement élu, « Syriza », s'oppose ostensiblement aux soi-disant « mesures d'austérité » en confrontant la troïka (le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne).

Dès le début, les dirigeants de Syriza, mené par Alexis Tsipras, ont adopté plusieurs positions stratégiques aux conséquences fatales relativement à la mise en œuvre de leurs promesses électorales d'élever le niveau de vie, de mettre fin à la vassalité envers la « troïka » et de se doter d'une politique étrangère indépendante.

Nous allons procéder en décrivant les échecs systémiques initiaux de Syriza et les concessions ultérieures érodant davantage le niveau de vie grec, tout en accentuant le rôle de la Grèce comme collaborateur actif de l'impérialisme étasunien et israélien.

Gagner les élections et céder le pouvoir

La gauche européenne et nord-américaine a célébré la victoire électorale de Syriza comme une rupture avec les programmes d'austérité néolibérale et le lancement d'une alternative radicale, laquelle mettrait en place des initiatives populaires en faveur de changements sociaux fondamentaux. Ces initiatives comprendraient des mesures pour créer des emplois, restaurer les pensions, annuler les privatisations et réorganiser les priorités du gouvernement en favorisant le paiement des salariés avant le remboursement des banques étrangères. La « preuve » de l'existence du programme de réforme radicale se trouvait dans le « Manifeste de Thessalonique », lequel, promettait Syriza, serait le programme guidant ses nouveaux élus.

Toutefois, avant d'avoir été élu et immédiatement après, les dirigeants de Syriza ont pris trois décisions fondamentales empêchant toute modification profonde. En effet, ces décisions ont établi un parcours réactionnaire.

En premier lieu, Syriza a accepté la dette extérieure de plus de 350 milliards de dollars comme légitime, bien qu'elle ait été approuvée par les kleptocrates du gouvernement précédent, des banques corrompues et des intérêts commerciaux, immobiliers et financiers. Pratiquement aucune partie de cette dette n'a été utilisée pour financer des activités productives ou des services cruciaux qui renforceraient l'économie et la future capacité de

la Grèce à rembourser les prêts.

Des centaines de milliards d'euros ont été planqués dans des comptes bancaires et des biens immobiliers à l'étranger ou investis dans des actions et des obligations à l'étranger. Après avoir d'abord affirmé la « légitimité » de la dette illicite, Syriza a ensuite déclaré sa « volonté » de payer cette dette. La « troïka » a immédiatement compris que le nouveau gouvernement Syriza serait un otage volontaire se soumettant à plus de coercition, de chantage et de paiements de la dette.

Deuxièmement, en lien avec ce qui précède, Syriza a déclaré sa détermination à demeurer au sein de l'Union européenne et de la zone euro, renonçant ainsi à sa souveraineté et à sa capacité d'élaborer une politique indépendante. Le parti a exprimé sa volonté de se soumettre aux exigences de la troïka. Une fois sous l'emprise de celle-ci, la seule politique de Syriza consisterait à « négocier », « renégocier » et faire de nouvelles concessions aux banques étrangères de l'UE dans un processus totalement unilatéral. La soumission rapide de Syriza à la troïka était la deuxième trahison stratégique de son programme électoral, mais pas la dernière.

Une fois que Syriza eut démontré à la troïka sa volonté de trahir son programme populaire, cette dernière s'est montrée plus exigeante et plus intransigeante. Bruxelles a considéré la rhétorique gauchiste de Syriza et ses gestes théâtraux radicaux comme de la poudre aux yeux de l'électorat grec. Les banquiers européens savaient que lorsqu'il serait temps de négocier de nouveaux accords de prêt, les dirigeants de Syriza capituleraient. Pendant ce temps, la gauche euro-étasunienne a complètement avalé la rhétorique radicale de Syriza sans regarder ses pratiques.

Troisièmement, dès son entrée en fonction, Syriza a négocié une coalition avec les Grecs indépendants, un parti d'extrême-droite, pro-OTAN, xénophobe et anti-immigration, garantissant que la Grèce continuerait à soutenir les politiques militaires de l'OTAN au Moyen-Orient, la campagne brutale de l'Ukraine et Israël contre la Palestine.

Quatrièmement, la majeure partie du Cabinet nommée par le premier ministre Tsipras n'avait aucune expérience dans la lutte des classes. Pire encore, la plupart étaient des universitaires et d'anciens conseillers du PASOK, sans aucune capacité ou volonté de rompre avec les diktats de la troïka. Leur « pratique » académique était constituée en grande partie de « combats » théoriques mal adaptés à de réelles confrontations avec des puissances impériales agressives.

De l'égratignure à la gangrène

En capitulant devant l'UE dès le début, en acceptant, entre autres, de payer la dette illégitime, en s'alliant à l'extrême droite et en se soumettant aux diktats de la troïka, la table était mise pour que SYRIZA trahisse toutes ses promesses et alourdisse le fardeau économique de ses partisans. Les pires trahisons comprennent : (1) ne pas avoir rétabli le paiement des pensions (2) ne pas avoir réinstauré le salaire minimum; (3) ne pas avoir annulé les privatisations; (4) ne pas avoir mis fin aux programmes d'austérité; et (5) ne pas avoir augmenté les fonds pour l'éducation, la santé, le logement et le développement local.

La troïka et ses publicistes de la presse financière exigent que Syriza fasse davantage de compression dans le régime de retraite grec, appauvrissant ainsi plus de 1,5 million de travailleurs retraités. Contrairement aux « exemples » bidons des médias sur les pensions

généreuses dont jouissent moins de 5 % des retraités, les Grecs ont subi les plus importantes réductions de fonds de retraite en Europe au cours du dernier siècle. La troïka a réduit les pensions grecques huit fois au cours des quatre dernières années seulement. La grande majorité des pensions ont été réduites de près de 50 % depuis 2010. La pension moyenne est de 700 euros par mois, mais 45% des retraités grecs reçoivent moins de 665 euros par mois, un revenu se situant sous le seuil de pauvreté. Toutefois, la troïka exige des réductions encore plus importantes.

Celles-ci comprennent la fin des subventions budgétaires pour les retraités vivant dans l'extrême pauvreté, une augmentation de l'âge de la retraite à 67 ans, l'abolition des dispositions des plans de retraite liées aux travaux dangereux et favorisant les mères au travail. Les mesures régressives antérieures, imposées par la Troïka et mises en œuvre par le régime de coalition d'extrême droite précédent, ont sérieusement épuisé la caisse de retraite grecque. En 2012, le programme de « restructuration de la dette » de la troïka a mené à la perte de 25 milliards d'euros en réserves détenues par le gouvernement grec dans des obligations gouvernementales.

Les politiques d'austérité de la troïka ont veillé à ce que les réserves de la caisse de retraite ne soient pas renouvelées. Les contributions ont chuté lorsque le chômage a grimpé à près de 30 % (Financial Times, 05-06-15, p4). Malgré l'assaut frontal de la troïka sur le régime de retraite grec, l'« équipe économique » de Syriza a exprimé sa volonté d'augmenter l'âge de la retraite, de réduire les pensions de 5 % et de négocier pour trahir à nouveau les retraités qui font face à la misère. Syriza a non seulement manqué à sa promesse de campagne consistant à annuler les politiques régressives précédentes, mais s'est aussi engagé dans ses propres traîtrises « pragmatiques » avec la troïka.

Pire encore, Syriza a intensifié les politiques de ses prédécesseurs réactionnaires. Syriza (1) a promis de geler les privatisations, mais le parti s'engage maintenant à les accroître de 3,2 milliards d'euros et de privatiser d'autres secteurs publics; (2) a accepté de transférer des ressources publiques limitées à l'armée, dont un investissement de 500 millions d'euros pour mettre à jour l'Armée de l'Air grecque; (3) a pillé la caisse nationale de retraite et les trésoreries municipales pour plus d'un milliard d'euros afin de payer la dette à la troïka; (4) a réduit les investissements publics pour la création d'emplois dans des projets d'infrastructure afin de respecter les délais de la troïka; (5) a accepté un excédent budgétaire de 0,6 % au moment où la Grèce a un déficit de 0,7 % cette année, ce qui signifie davantage de réductions plus tard cette année; (6) a promis de réduire la TVA sur les éléments essentiels comme la nourriture, mais accepte aujourd'hui un taux de taxation de 23 %.

La politique étrangère de Syriza imite celle de ses prédécesseurs. Le ministre de la Défense de Syriza, Panos Kammenos, issu de l'extrême droite, était un fervent partisan des sanctions étasuniennes et européennes contre la Russie. Malgré la vague habituelle de fausse « dissidence » face aux politiques de l'OTAN, Syriza a totalement capitulé par la suite, afin de maintenir une bonne réputation au sein de l'OTAN. Le régime de Syriza a permis à tous les kleptocrates et fraudeurs fiscaux bien connus de conserver leur richesse illicite et d'augmenter leurs avoirs à l'étranger grâce au transfert massif de leurs « économies » à l'extérieur du pays. À la fin mai 2015, le Premier ministre et le ministre des Finances, Tsipras Varofakis, ont vidé le trésor public pour effectuer des paiements sur la dette, augmentant ainsi les perspectives que les retraités et les travailleurs du secteur public ne reçoivent pas leurs prestations. Après avoir vidé le Trésor grec, Syriza va maintenant imposer la « solution de la troïka » à la masse grecque appauvrie : ou vous

acceptez un nouveau plan d'« austérité », réduisant les pensions, augmentant l'âge de la retraite, éliminant les lois du travail protégeant la sécurité d'emploi et les droits de négociation des travailleurs ou les caisses de l'État seront vides, vous n'aurez pas de pensions, le chômage augmentera et la crise économique s'aggravera. Syriza a délibérément vidé le trésor public, pillé les fonds de pension et les fonds municipaux pour faire du chantage à la population et la pousser à accepter comme un « fait accompli » les politiques régressives de banquiers intransigeants de l'UE, les soi-disant « programmes d'austérité ».

Dès le tout début, Syriza s'est plié aux diktats de la troïka, même lorsqu'il simulait leur « résistance de principe ». Ils ont d'abord menti à l'opinion publique grecque, qualifiant la troïka de « partenaires internationaux ». Ensuite, ils ont menti à nouveau en qualifiant le mémorandum de la troïka pour une plus grande austérité de « document de négociation ». Les tromperies de Syriza étaient destinées à dissimuler le fait qu'il maintenait le « cadre » très impopulaire imposé par le précédent régime discrédité de la droite dure.

Alors qu'il pillait les ressources du pays pour payer les banquiers, Syriza s'est davantage soumis aux puissances étrangères. Son ministre de la Défense a offert de nouvelles bases militaires pour l'OTAN, dont une base aérienne-maritime sur l'île grecque de Karpathos. Le parti a accru l'appui politique et militaire de la Grèce à l'intervention militaire des États-Unis et de l'UE au Moyen-Orient, ainsi que son soutien aux « terroristes modérés », invoquant le prétexte ridicule de « protéger les chrétiens ». Syriza, s'attirant les bonnes grâces des sionistes européens et étasuniens, a renforcé ses liens avec Israël, évoquant une « alliance stratégique » avec l'État terroriste pratiquant l'apartheid. Dès les premiers jours de son mandat, Kammenos, le ministre de la Défense de la droite dure, a proposé la création d'un « espace de défense commun » incluant Chypre et Israël, appuyant ainsi le blocus aérien et maritime de Gaza par l'État hébreu.

Conclusion

La décision politique de Syriza d'« intégrer » à tout prix l'UE et la zone euro, signale que la Grèce continuera d'être un État vassal, trahissant son programme et adoptant des politiques profondément réactionnaires, tout en claironnant sa fausse rhétorique gauchiste et en feignant de « résister » à la troïka. Bien que Syriza ait pillé la caisse de retraite nationale et les trésoreries locales, de nombreux gauchistes égarés en Europe et aux États-Unis continuent d'accepter et de rationaliser les décisions du parti qu'ils choisissent de qualifier de « compromis réalistes et pragmatiques ».

Syriza aurait pu confisquer et utiliser 32 milliards de dollars d'actifs immobiliers détenus par les Forces armées grecques afin de mettre en œuvre un plan d'investissement et de développement différent, soit louer ces propriétés à des ports maritimes commerciaux, des aéroports et des installations touristiques.

Syriza a enfoncé la Grèce encore plus profondément dans la hiérarchie dominée par la finance allemande en abandonnant son pouvoir souverain d'imposer un moratoire sur la dette, de quitter la zone euro, gérer les ressources financières, rétablir une monnaie nationale, d'imposer des contrôles de capitaux, de confisquer des milliards d'euros dans les comptes illicites à l'étranger, mobiliser des fonds locaux pour financer la reprise économique et réactiver le secteur public et privé. À plusieurs reprises, le faux « secteur gauche » au sein de Syriza a formulé d'impuissantes « objections », pendant que la mascarade Tsipras -Varofakis procédait à la capitulation ultime.

En fin de compte, Syriza a aggravé la pauvreté et le chômage, augmenté le contrôle étranger sur l'économie, érodé davantage le secteur public, facilité le licenciement des travailleurs et réduit les indemnités de départ, tout en augmentant le rôle de l'armée grecque en resserrant ses liens avec l'OTAN et Israël.

Autre fait tout aussi important, Syriza a totalement vidé la phraséologie gauchiste de toute signification cognitive : pour ses membres, la souveraineté nationale se traduit par la vassalité aux puissances étrangères, et l'anti-austérité consiste à capituler de façon pragmatique devant une nouvelle forme d'austérité. Lorsque l'accord Tsipras-troïka sera finalement signé et que l'opinion publique grecque prendra conscience des ravages que fera l'austérité dans les prochaines décennies, nous espérons que les trahisons susciteront une répulsion massive. Peut-être qu'Syriza se divisera et que la « gauche » abandonnera enfin ses postes ministériels tranquilles pour aller rejoindre les millions de mécontents afin de former un autre parti.

James Petras

Article original en anglais: [Syriza: Plunder, Pillage and Prostration: How the 'Hard Left' Embraces the Policies of the Hard Right](#), publié le 15 juin 2015.

Traduction: Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. James Petras](#), Mondialisation.ca, 2015

Articles Par : **[Prof. James Petras](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca